

# ÉLECTIONS AU NÉPAL.

## REGARD DE FONDEMOS:



© Ambir Tolang / NurPhoto via AFP – Manifestation de la "Gen Z" à Katmandou, Népal, 8 septembre 2025.

**Aujourd'hui, 5 mars 2026, les Népalais élisent les 275 membres de la Chambre des représentants, dans un contexte encore marqué par les mobilisations de septembre 2025.**

Celles-ci avaient éclaté après **le blocage des plateformes numériques par le gouvernement**, perçu comme une mesure de censure. Le mouvement avait rapidement pris de l'ampleur, rassemblant des jeunes et d'autres groupes sociaux autour de revendications

liées à la corruption, au népotisme et au sentiment plus large d'injustice.

Les rassemblements autour du Parlement de Katmandou s'étaient étendus à plusieurs villes. Selon les chiffres officiels, **la répression avait fait 77 morts et plus de 2 000 blessés.**

Le 9 septembre 2025, le Premier ministre K.P.Sharma Oli avait fini par démissionner. La période qui a suivi a ouvert une **transition institutionnelle**. L'ancienne présidente de la Cour suprême, **Sushila Karki**, a été nommée Première ministre intérimaire. Le Parlement a été dissous le 13 septembre et des élections anticipées ont été convoquées pour ce 5 mars 2026.

Le gouvernement intérimaire a alors lancé plusieurs chantiers, notamment une campagne contre la corruption et des mesures de transparence, en réponse aux revendications des manifestants. La Commission électorale a également durci les

règles encadrant les dépenses et les dons politiques.

Ce scrutin se distingue aussi par l'arrivée de **915 000 primo-votants**, sur un total de 8,9 millions d'électeurs. Leur présence parmi les candidats reste limitée, mais leur mobilisation en septembre a contribué à placer la lutte contre la corruption au cœur du débat politique. Ces nouveaux électeurs ont influencé les échanges sans bouleverser les équilibres partisans.

*Si les élections du 5 mars ne suffisent pas à résoudre les faiblesses structurelles du système politique népalais, elles marquent une étape essentielle : le passage d'un cycle de contestation à une phase institutionnelle.*

La capacité des institutions à absorber cette transition permettra de mesurer la solidité du cadre constitutionnel mis à l'épreuve à l'automne dernier.